



Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

PROCES-VERBAL du Comité syndical du 9 novembre 2015

Le 9 novembre 2015, à 15 heures, le Comité syndical, dûment convoqué le 15 octobre 2015, s'est réuni, en séance publique à l'Hôtel de Ville de Paris, 5 rue de Lobau 75004 Paris, sous la présidence de Mme Marie-Pierre de la Gontrie.

Nombre de délégués en exercice :

86

Nombre de délégués présents ou représentés :

58 dont 9 pouvoirs

Étaient présents :

Titulaires :

Mme Perrine PRECETTI (Antony), M. Olivier NADIRAS (Arcueil), M. Thierry Michel ISOARD (Asnières-sur-Seine), M. Henri VINCENT (Bois-Colombes), M. Samuel BESNARD (Cachan), M. Jean-Paul MARTINERIE (Chatenay-Malabry), M. Jackie BOULAY (Châtillon), M. Bernard ACCART (Courbevoie), M. Jean-Luc MILLARD (Drancy), M. Frédéric NICOLAS (Dugny), M. Xavier CARON (Enghien-les-Bains), M. Christophe BERNIER (Gennevilliers), M. Boutaëb KADDANI (Joinville-Le-Pont), Mme Geneviève GAILLABAUD (La Garenne-Colombes), Mme Sophie DESCHIENS (Levallois-Perret), Mme Marie-France PARRAIN (Maisons-Alfort), M. Pascal BUTIN (Neuilly-Plaisance), M. Eric SCHINDLER (Neuilly-sur-Seine), Mme Marie-Pierre de La GONTRIE (Paris), M. Christophe NAJDOVSKI (Paris), Mme Marie-Michelle PHOJO (Romainville), Mme Pascale TRIMBACH (Saint-Mandé), M. Patrice PATTÉE (Sceaux), Mme Catherine BLOCH (Vaucresson), M. Jean-Paul MORDEFROID (Verrières-Le-Buisson), M. Hervé FLEURY (Versailles), M. Mahrouf BOUNEGTA (Villejuif), M. Christophe BOISSIERE (Vincennes).

CA Argenteuil-Bezons : M. Arnaud GIBERT (Bezons).

CA Clichy-Montfermeil : M. Alain SCHUMACHER (Montfermeil).

CA Grand Paris Seine Ouest (GPSO) : Mme Christine BRUNEAU (Boulogne-Billancourt), M. François-Marie PAILLER (Chaville), M. Christophe PROVOT (Issy-Les-Moulineaux), M. Gauthier MOUGIN (Marnes-La-Coquette), M. Bernard ROCHE (Vanves), M. Thierry SIOUFFI (Ville-d'Avray).

CA Mont-Valérien : M. Jean-Louis TESTUD (Suresnes).

CA Plaine Centrale du Val-de-Marne : M. Bruno HELIN (Créteil).

CA Sud de Seine : M. Michel FAYE (Fontenay-aux-Roses).

CC Charenton-Le-Pont - Saint-Maurice : MM. Pascal TURANO (Charenton-Le-Pont) et Alain GUETROT (Saint-Maurice).

Suppléant(e)s avec voix délibératives :

M. Mathieu TELLIER (Aulnay-sous-Bois), M. Vincent MEZURE (Bougival), M. Loïc PERON (Clichy-La-Garenne), M. Richard DELEPIERRE (Le Chesnay), Mme Florence de PAMPELONE (CA Grand Paris Seine Ouest - Meudon), Mme Anne-Laure LEBRETON (Puteaux), M. Dominique LEBRUN (Saint-Cloud).

Suppléants sans voix délibératives :

M. Olivier BODO (Châtillon), M. Timothé LEFEBVRE (Sceaux).

Excusés ayant donné pouvoir : M. Hervé HEMONET (Colombes) à Mme Geneviève GAILLABAUD , Mme Isabelle DEBRÉ à M. Gauthier MOUGIN, M. Yves MENEL (Garches) à Mme Christine BRUNEAU , Patrick LEROY (Rungis) à M. Xavier CARON, M. Jean MAYET (CA Plaine Centrale du Val-de-Marne) à M. Bruno HELIN, Mme Sylvie CHABALIER (CA Plaine Centrale du Val-de-Marne : Limeil-Brévannes) à M. Pascal TURANO, M. Denis GABRIEL (CA Mont-Valérien : Rueil-Malmaison) à Sophie DESCHIENS, M. Pascal THEVENOT (Vélizy-Villacoublay) à M. Jean-Luc MILLARD, M. Alain BORTOLAMEOLLI à M. Thierry Michel ISOARD.

Étaient excusés : MM. Denis REDON (Épinay-sur-Seine), Christophe PAQUIS (Les Lilas), Abdellah AZMI (Saint-Cloud), Bruno HAAS (GPSO-Sèvres), François LAMBERT (Versailles).

Assistaient également à la séance : Mmes Véronique HACHÉ, directrice d'Autolib' Métropole, Aurore KING, assistante de direction, Fabienne PUIG, responsable de la coordination technique et administrative, MM. Sédik CHEKIR, responsable des Finances, Matthieu FIERLING chef de projet service et innovation et Jérémie SWIDEREK responsable du déploiement.

Ordre du jour :

- 1 - Approbation du procès-verbal de la séance du 6 juillet 2015,
 - 2 - Délibérations relatives :
 - à la désignation d'un délégué titulaire pour siéger aux commissions suivantes : CAO ; CCSPL et « Sapin »,
 - à l'expérimentation du télétravail
 - à l'attribution des indemnités horaires pour travaux supplémentaires
 - à l'adhésion de nouvelles communes (sous réserve des délibérations des villes)
 - à l'approbation du règlement intérieur du Comité de suivi
 - à une décision modificative n°1 du budget primitif 2015
 - à l'approbation des modifications des statuts du Syndicat (adresse du siège social et extension du périmètre)
- Sous réserve des échanges avec le délégataire :
- aux nouvelles CGAU (évolution des tarifs)
 - à l'avenant 7 du contrat de DSP
- 3 - Points divers et questions orales.

La présidente a ouvert la séance à 15 heures et a constaté que la condition de quorum était remplie.

M. Jean-Paul MARTINERIE est désigné secrétaire de séance.

1 - Approbation du procès-verbal de la séance du 6 juillet 2015

Le procès-verbal du Comité syndical du 6 juillet 2015 n'appelant aucune observation est adopté à l'unanimité.

1.1 - Compte rendu du Bureau syndical du 1^{er} octobre 2015 (joint en annexe)

La présidente indique aux membres que bien que le compte rendu du Bureau leur ait été transmis, elle estime important de leur faire oralement une synthèse des avancées suite aux différentes réunions avec la Société Autolib'.

Concernant le plan d'affaires, elle indique, tout en précisant que le terme n'est pas tout à fait adapté, qu'il a été obtenu une subvention commerciale pour l'usage du logiciel Autolib' par les autres filiales du groupe. Elle ajoute que les éléments produits dans le rapport du délégataire montraient que la subvention s'élevait à 7,546 M€ pour l'année 2014 et à 2,78M€ pour l'année 2015. Elle ajoute que des discussions ont également été engagées afin de clarifier les modalités de calcul de cette subvention, d'estimer son montant et son évolution.

Elle rappelle ensuite que la convention de DSP n'était pas conforme aux principes habituels des biens propres du délégataire, puisque les investissements et les développements informatiques étaient amortis dans les comptes de la DSP. Elle ajoute que cette anomalie devra être régularisée et fera l'objet d'un avenant à la convention de DSP.

Enfin, elle informe les membres que le délégataire a donné son accord pour revoir la convention relative aux frais de holding afin de mieux détailler et répartir les coûts du personnel du Groupe Bolloré affecté en partie à la Société Autolib'.

Elle fait part, des différents échanges de courriers avec le délégataire relatifs à l'usage de la marque et l'entretien des espaces d'abonnement.

Concernant l'usage de la marque, la présidente rappelle que la majorité de l'assemblée et elle même avaient été surpris de constater que la marque Autolib' était utilisée dans le cas de publicités de BMW et Hello Bank. Elle informe les délégués que dans sa réponse, le délégataire regrette son manque de transparence, qu'il rappelle que la publicité pour la voiture BMW électrique se chargeant sur les bornes Autolib' dans Direct Matin est gratuite et permet de faire connaître le service public. Concernant la publicité « Hello Bank » (pelliculage de quelques voitures), il indique que la recette s'élève à 50K€ pour la DSP et que la publicité est une recette.

Elle termine en indiquant qu'à sa demande et en accord avec le délégataire, il va être établi une charte des partenariats commerciaux afin que la publicité, en fonction des visuels, soit compatible avec le service.

Au sujet de l'entretien des espaces d'abonnement, la présidente indique que les avancées sont minimales par rapport aux attentes de tous. Elle informe les membres que, compte tenu des difficultés à contraindre le délégataire d'enlever les espaces d'abonnement, il a été intégré dans les indicateurs de performance de l'avenant n°7 de la DSP qui va leur être soumis pour approbation, des malus sur le nettoyage des espaces d'abonnement.

Elle termine en indiquant que le délégataire propose de nouveaux services « Blue Distribution (consignes pour les commerçants) » qui seront testés dans deux espaces à Paris et ajoute que le Plessis-Robinson serait intéressé.

La présidente conclue sur le retour du rendez-vous avec le commissaire Général à l'investissement (subvention ADEME) en indiquant qu'il est impossible d'obtenir une subvention, même s'il est reconnu que l'appel à projet initial n'avait pas été clair. Toutefois, il est proposé d'envisager d'autres pistes de subventions telles que l'étude sur la mise en place du covoiturage, l'effacement de la pointe carbonée, ou la logistique urbaine.

La présidente demande aux membres s'il y a des questions et indique que les autres points abordés lors du Bureau sont inscrits à l'ordre du jour de ce Comité.

2 - Délibérations

2.1 Désignation d'un délégué titulaire pour siéger aux commissions suivantes : CAO ; CCSPL et « Sapin », (délibérations 2015 28 ; 2015 29 ; 2015 30)

La présidente rappelle que par décision du 21 mai 2015, le Conseil d'Etat avait annulé les élections municipales d'Asnières-sur-Seine, ce qui avait eut pour effet l'annulation de l'élection de M. ISOARD, délégué titulaire de la ville d'Asnières-sur-Seine, ainsi que sa désignation en qualité de membre titulaire pour siéger aux différentes commissions du Syndicat : Commission d'Appel d'Offres, Commission Consultative des Services Publics Locaux, Commission Sapin ».

Elle ajoute que par délibération 2015 17 du 6 juillet 2015, le Comité syndical a désigné, à la majorité, Monsieur Thierry-Michel ISOARD, 4^{ème} Vice-président.

La présidente demande s'il y a, en plus de Monsieur Thierry-Michel ISOARD, d'autres candidatures.

Seul, Monsieur Thierry-Michel ISOARD est candidat.

La présidente demande aux membres, la possibilité de procéder aux votes à main levée pour les trois commissions.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

*Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **DÉSIGNE** à la majorité, M. Thierry-Michel ISOARD, délégué titulaire pour siéger aux commissions suivantes : CAO ; CCSPL et « Sapin ».*

2.2 Expérimentation du télétravail (délibération 2015 31)

La Présidente informe les délégués que ce projet a été examiné en Bureau le 1^{er} octobre. Elle ajoute qu'il a reçu un avis favorable du Comité technique placé auprès du CIG de la Petite Couronne lors de la séance du 6 octobre 2015. Elle donne ensuite la parole à la directrice qui explique que ce projet débutera à compter du 1^{er} janvier 2016 et qu'il concerne les 7 agents du Syndicat. Elle explique que plusieurs formules sont proposées et reprend oralement la méthodologie du projet, les modalités de l'expérimentation, les principes du télétravail, l'organisation et les moyens tels qu'ils sont écrits dans l'exposé des motifs. Elle informe les membres que c'est un travail concerté avec tous les agents et qu'une charte qui leur a été transmise et jointe à la délibération a été élaborée.

M. Patrice PATTEE adresse ses félicitations à la directrice pour cette initiative et précise qu'outre l'aspect économique, il est très important pour les agents de réduire les temps de transport. Il fait ensuite part de l'expérience de sa commune pour laquelle par le biais d'une association, un tiers lieu a été créé et que cette opération est un véritable succès pour ce type de travail.

M. Boutaëb KADDANI demande concernant le bilan trimestriel ou semestriel qui sera fait, si des indicateurs ont d'ores et déjà étaient établis pour mesurer la pertinence de ce nouveau mode de travail.

La présidente lui répond qu'il y en aura forcément et donne la parole à Fabienne PUIG qui indique que sur une équipe de 7 agents, il sera facile de recenser à chaque bilan, les problèmes rencontrés par certains agents afin d'y remédier.

*Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **APPROUVE** à l'unanimité, la mise en œuvre de l'expérimentation du télétravail au sein du Syndicat, dans les conditions définies ci-dessus, sur la base des modalités définies dans la charte ci-jointe.*

2.3 Attribution des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (délibération 2015 32)

La présidente rappelle que les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) sont versées aux agents de la fonction publique territoriale dans les conditions prévues par le décret 2002-60 du 14 janvier 2002 modifié par le décret 2007-1630 du 19 novembre 2007.

Elle donne ensuite la parole à la directrice qui rappelle aux membres que les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) avaient été mises en œuvre, par la délibération n° 2010 029 du 14 octobre 2010 mais uniquement pour les agents de catégorie C et B relevant de la filière technique. Elle précise que cette délibération a été abrogée par la délibération 2013 047 du 13 décembre 2013 relative au régime indemnitaire qui n'avait pas repris le versement des IHTS. Elle indique que cette nouvelle délibération permettra d'attribuer les IHTS à tous les agents, de catégorie C et B, quelque soit la filière selon les modalités du décret 2002-60 du 14 janvier 2002 modifié susvisé.

*Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **DÉCIDE** à l'unanimité que, dès qu'il y a dépassement des bornes horaires, telles que le prévoit la délibération 2014 025 du 4 septembre 2014 portant actualisation des modalités d'Aménagement et de la Réduction du temps de Travail, les agents de catégorie C et B, titulaires, stagiaires et non titulaires de droit public, à temps complet, à temps non complet et à temps partiel, peuvent être amenés à effectuer des heures supplémentaires, en raison des nécessités de service et à la demande de l'autorité territoriale ou de la hiérarchie ; **DIT** qu'à défaut de compensation sous la forme d'un repos compensateur, les heures supplémentaires, au vu d'un décompte déclaratif, sont indemnisées dans la limite de 25 heures supplémentaires par mois et par agent. Les heures effectuées entre 22 heures et 7 heures sont considérées comme travail supplémentaire de nuit ; **AUTORISE**, lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient et pour une période limitée, le dépassement du contingent sur décision de l'autorité territoriale ou de la hiérarchie qui en informe immédiatement le comité technique compétent ; **DIT** que les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.*

2.4 Adhésions de nouvelles communes (délibérations : 2015 33 Bièvres 2015 34 Buc 2015 35 Fontenay-sous-Bois 2015 36 Saint-Maur-des-Fossés)

La présidente informe les membres du nombre de stations prévues par ces nouvelles communes et cite :

Bièvres : 1 station ; Buc : 2 stations ; Fontenay-sous-Bois : 5 stations et Saint-Maur-des-Fossés : 6 stations.

*Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **APPROUVE** à l'unanimité, l'adhésion des 4 communes, **FIXE** leur contribution respective obligatoire à 2 000 euros par station.*

Par ailleurs, la présidente demande aux délégués qui en ont la possibilité de convaincre les quelques communes encore réticentes.

Mme Anne-Laure LEBRETON demande à la présidente qu'elles sont les raisons évoquées par les communes concernées.

La présidente lui répond que c'est souvent le coût et cite les communes non adhérentes : Gentilly, Le Kremlin-Bicêtre, Ivry-sur-Seine, Vitry-sur-Seine, L'Hay-les-Roses, Chevilly-Larue, Fresnes, Thiais, Choisy-le-Roi, Orly, Saint-Denis, Pierrefitte, La Courneuve, Stains, Villetaneuse, Les Pavillons-sous-Bois, Bondy, Le Raincy, Gagny, Villemomble, Neuilly-sur-Marne, Sevran, Villepinte, Tremblay-en France, Viroflay et la Celle-Saint-Cloud.

2.5 Approbation du règlement intérieur du Comité de suivi (délibération 2015 37)

La présidente rappelle aux membres que conformément à l'article 69 de la convention de délégation de service public, il a été institué un Comité de suivi, et que ce même article précise que le Comité de suivi doit établir un règlement intérieur.

Elle donne la parole à la directrice qui explique que le Comité de suivi est une instance qui réunit les membres du bureau du Syndicat et les membres de la société Autolib'. Elle ajoute que les discussions portent notamment sur le suivi de la DSP. Elle précise que le projet de règlement a été discuté en Bureau, que les observations formulées par MM. MORDEFROID et PATTÉE ont été prises en compte et qu'il sera ensuite transmis au délégataire pour qu'il en prenne acte.

*Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **PREND ACTE**, du projet de règlement intérieur ci-annexé et **AUTORISE** la présidente à le compléter ou à apporter des modifications éventuelles.*

2.6 Décision modificative n°1 du budget primitif 2015 (délibération 2015 38)

La présidente donne la parole à M. Sédik CHEKIR qui précise aux membres qu'il s'agit de procéder à deux modifications, une pour la section d'investissement et l'autre pour la section de fonctionnement. Il explique que pour la section d'investissement, il est nécessaire d'augmenter le chapitre 27, par diminution du chapitre 16, pour inscrire au bon chapitre et à la bonne imputation, la caution concernant la location des bureaux versée et à recevoir. Il ajoute que pour la section de fonctionnement, il est nécessaire d'augmenter le chapitre 67 et de diminuer le chapitre 022, pour prendre en compte le paiement des pics de pollutions. Il précise que lors des pics de pollutions, le Syndicat titre à la Ville de Paris la perte de recette subit par la société Autolib' et que le Syndicat reverse ensuite à la société Autolib' la même somme. Il commente ensuite oralement les modifications suivantes :

Section d'investissement

Chapitre	Article	Mouvements	A déduire	A ajouter
16- Emprunts et dettes assimilés	165- Dépôts et cautionnements reçus	Dépense	20 000,00 €	
27- Autres immobilisations financières	275- Dépôts et cautionnements versés	Dépense		20 000,00 €
16- Emprunts et dettes assimilés	165- Dépôts et cautionnements reçus	Recette	20 000,00 €	
27- Autres immobilisations financières	275- Dépôts et cautionnements versés	Recette		20 000,00 €

2.6 Décision modificative n°1 du budget primitif 2015 (suite)

Section de fonctionnement

Chapitre	Article	A ajouter	A déduire
67- Charges exceptionnelles	678- Autres charges exceptionnelles	24 266,50 €	
022- Dépenses imprévues	022- Dépenses imprévues		24 266,50 €

M. TESTUD demande concernant les pics de pollution si cette dépense n'est supportée que par la Ville de Paris. La présidente lui répond que seule la Ville de Paris est concernée par cette dépense et qu'elle supporte à elle seule la perte de recette subit par la société Autolib'.

La présidente souligne que lors des pics de pollution, seule la Ville de Paris supporte cette dépense qui dit-elle concerne pourtant tous les franciliens.

*Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **APPROUVE à l'unanimité**, la décision modificative n°1 du budget primitif 2015.*

2.7 Modification des statuts (délibération 2015 39)

La présidente indique aux membres que le bail actuel du Syndicat arrive à échéance le 14 février 2016 et qu'il est prévu que le Syndicat mixte Autolib' Métropole, situé 16 rue de la Banque – 75002 Paris, déménage en février 2016, dans des locaux de la Sempariseine qui sont certes plus petits et moins coûteux, au 2 rue Jean Lantier - 75001 Paris.

Il convient donc à compter du 1^{er} février 2016 de modifier l'article 4 des statuts qui précise l'adresse du siège du Syndicat mixte Autolib' Métropole.

*Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **APPROUVE à l'unanimité**, la modification de l'article 4 des statuts concernant le changement d'adresse du siège du Syndicat, à compter de février 2016, au 2 rue Jean Lantier – 75001 Paris.*

2.8 Avenant n°7 à la convention de délégation de service public (délibération 2015 40)

La présidente donne la parole à Jérémie SWIDEREK qui informe les membres que l'avenant n°7, annexé, porte notamment sur :

- La modification de la limite et du Périmètre de la Concession : il indique que cet avenant entérine les récentes adhésions de Versailles, de la CA Argenteuil-Bezons et de Neuilly-Plaisance, et anticipe les futures adhésions de certaines communes du territoire de Versailles Grand Parc.
- L'ajout d'un second type d'abri d'abonnement : il rappelle qu'à la demande des communes adhérentes, soucieuses de rationaliser l'occupation de leur espace public, le Concédant a souhaité proposer au Concessionnaire qu'un nouveau modèle d'abri soit introduit dans le service Autolib', dérivé du modèle installé par le Groupe Bolloré pour ses services d'autopartage à Lyon et Bordeaux.

Il ajoute que plus compact, moins cher à produire, à installer et à entretenir, il permet de compléter le maillage d'abris dans les rues très contraintes des arrondissements du centre de Paris et de certaines communes de banlieue, actuellement dépourvus de borne d'abonnement, ce qui augmente d'autant le nombre d'usagers potentiels en facilitant leur abonnement au service.

Le modèle original d'abri reste disponible lorsque l'espace public permet son installation.

La directrice précise que ce second type d'abri pourra être proposé aux nouveaux adhérents, en revanche dit-elle, pour les villes déjà adhérentes et celles qui souhaiteraient déposer leurs anciens abris au profit de ce second les frais leur incomberont.

- Le déplacement et neutralisation des stations : il rappelle que l'article 4.5.5 de la Convention stipule que les déplacements de Périmètres en voirie demandés par le Concédant et rendus nécessaires par des motifs d'intérêts général et dans l'intérêt de la voirie sont effectués par le Concessionnaire à ses frais, dans les limites de l'article 58 paragraphe 2 se rapportant à la dégradation de la situation financière du Concessionnaire et au rétablissement de l'équilibre par le Concédant. Il précise que le Concédant a souhaité apporter des précisions sur la nature des déplacements visés par cet article 4.5.5 (travaux d'aménagements), sur les conditions de concertation avec le Concessionnaire en rapport avec la mise en œuvre des déplacements et sur les conditions de formalisation de ceux-ci (procédure de notification). Il ajoute, que certaines opérations d'intérêt général opérées sur le domaine de la voirie publique entraînent des neutralisations de stations. Le Concessionnaire a demandé au Concédant de n'être pas doublement pénalisé, à savoir de ne pas avoir de recettes d'exploitation des stations et véhicules neutralisés, de supporter les coûts fixes, et de payer néanmoins au Concédant, les redevances d'occupation sur les périmètres neutralisés. Cette situation étant inique pour le Concessionnaire, il apparaît justifié que la redevance d'occupation soit réduite selon les principes proposés au point suivant.
- Les effets de la neutralisation des stations sur la redevance d'occupation : Il précise que du fait de la neutralisation de plus en plus fréquente des Périmètres en voirie sur lesquels sont installés des Espaces ou Stations Autolib', en raison de travaux de voirie et d'aménagement, d'évènements rythmant la vie des collectivités et des citoyens (foire, brocante, défilé, etc..) ou bien de décisions d'autorités de police ou administratives, le Concessionnaire, estimant cette situation inique, avait demandé au Concédant que les redevances d'occupation soient réduites au prorata du temps de neutralisation qui lui a été imposé. Après des discussions entre les Parties, le Concédant n'a pas vu d'objection pour autant que cette réduction de la redevance d'occupation ne concerne que des durées de neutralisation supérieures à 15 jours - pour ne pas pénaliser les collectivités outre mesure - la réduction de la redevance intervenant ensuite au premier jour de neutralisation.

Il donne ensuite la parole à Matthieu FIERLING qui explique les modifications concernant :

- Les indicateurs de performance et notamment l'indicateur n°3 (Propreté des véhicules) et l'indicateur n°9 (Disponibilité et maintenance des bornes d'abonnement, de location et de charge).

Il rappelle qu'à la demande du Comité Syndical, il a été décidé d'élargir le champ d'application de l'indicateur n°3 afin qu'en plus des moyens mis en œuvre pour s'assurer de la propreté des véhicules, il rende compte des moyens mis en œuvre pour maintenir les Espaces d'abonnement dans un état de propreté acceptable par les usagers.

Il explique qu'à cet effet, l'indicateur n°3 est augmenté d'un volet détaillant les moyens mis en œuvre par le Concessionnaire et consistant en 5 nettoyages mensuels par Espace d'abonnement, dont un dédié en particulier au nettoyage de l'ensemble de la structure et des parties vitrées, y compris les parties hautes. Il ajoute que si le Concessionnaire ne respecte pas son engagement et effectue moins de 4 nettoyages par mois et par Espace d'abonnement, il s'expose à l'application d'un malus de 20€ par nettoyage non réalisé.

Il indique au membres que l'indicateur n°3 est renommé « Propreté des véhicules et des Espaces d'abonnement ».

Concernant l'Indicateur n°9 (Disponibilité et maintenance des bornes d'abonnement, de location et de charge), il précise que les parties se sont également entendues afin d'apporter des précisions quant aux modalités d'application.

Il ajoute que les causes d'indisponibilité seront désormais réparties en deux catégories selon que la responsabilité de l'indisponibilité incombe immédiatement au Concessionnaire ou non et indique :

- La répartition des causes d'indisponibilité est la suivante :

<i>Motifs</i>	<i>Responsabilité du Concessionnaire</i>
Problème technique (hors motifs listés ci-après)	Immédiate
Problème matériel	
Evènement (exemple : brocante, évènement sportif entraînant la fermeture d'une station, ...)	Durée de l'évènement + 12h
Travaux de voirie	Durée des travaux + 24h
Incendie	Au delà de 60 jours
Vandalisme	
Problème d'alimentation électrique	Au delà de 10 jours
Problème de réseau ADSL	
Problème de réseau mobile (3G)	Au delà de 14 jours

Par ailleurs, et pour encourager la réactivité du Concessionnaire, il indique que le montant du malus lié aux situations critiques passe de 20€ par tranche de 24h et à 30€ par tranche de 24h pour les indisponibilités dont la durée excède 7 jours consécutifs.

Pour tous les cas d'indisponibilité relevant de la responsabilité du Concessionnaire il cite :

<i>Durée d'indisponibilité</i>	<i>Montant du malus</i>
< à 48 h	➤ pas de malus
> à 48 h et < à 7 jours	➤ malus de 20€ par tranche de 24h après les 24 premières heures d'indisponibilité
> à 7 jours	➤ la malus passe à 30€ par tranche supplémentaire de 24 heures

A la suite de cet exposé, la présidente demande à l'assemblée s'il y a des questions.

M. GIBERT souhaite revenir sur les abris d'abonnement et indique que sur son territoire, ils n'ont pas encore installé les bulles d'abonnement. Il ajoute que même si leur espace n'est pas contraint, s'ils ne bénéficient pas des second types d'abris et sont obligés d'installer les grands abris, ils ne les installeront pas et attendront la possibilité de déployer les nouveaux espaces.

La présidente répond qu'après maintes discussions avec la société Autolib', il a été obtenu cette possibilité, uniquement lorsque l'espace public est contraint. Elle ajoute que l'argument de la société Autolib' est que l'espace fait partie de la visibilité du dispositif. Elle termine en indiquant qu'il sera peut-être possible en continuant les discussions d'élargir cette possibilité.

M. GIBERT complète son propos en indiquant que si certaines choses peuvent fonctionner à Paris, elles sont plus compliquées en banlieue et cite comme exemple Argenteuil et Bezons qui se trouvent en dehors de la petite couronne. Il indique que les grands espaces d'abonnement seront systématiquement squattés et ajoute que les consignes que souhaite installer la société Bolloré pourront peut-être fonctionner à Paris mais pas sur son territoire.

La présidente répond que l'espace d'abonnement demeure très utile pour l'utilisateur.

M. MORDEFROID indique que dans une commune, avoir une bulle ou un espace d'abonnement lui semble nécessaire notamment pour faire la publicité du service et qu'il serait gênant que l'utilisateur soit obligé de se rendre dans une commune voisine.

Mme GAILLABAUD souhaite rebondir sur les propos de M. GIBERT et indique que les problèmes de squattes rencontrés dans un espace d'abonnement ont empêché les abonnés d'accéder à cette bulle et que cela a donné lieu à beaucoup d'incivilité et d'attentats à la pudeur. Elle ajoute que le Maire avec l'aide de son service juridique va adresser un courrier recommandé au Syndicat ainsi qu'à la société Autolib'. Elle explique qu'après avoir étudié en détail le contrat, il y a des obligations du concessionnaire qui ne sont pas respectées. Elle termine en indiquant que dans son courrier, le Maire demande une modification de la bulle sans que la ville ne soit redevable pécuniairement et elle ajoute que dans le cas contraire il envisage des poursuites pénales.

La présidente répond que l'on essaie de traiter l'intérêt collectif du Syndicat et de toutes les communes, qu'il y a eu plusieurs débats à ce sujet et c'est pour cela qu'il y a cette nouvelle possibilité afin d'éviter les inconvénients.

Il est fait remarqué par un délégué qu'un espace d'abonnement est important dans les villes notamment pour l'abonnement un jour et autre. Cependant, il indique que l'espace d'abonnement actuel est surdimensionné. De plus, il estime que l'espace qui leur est présenté n'est pas un élément emblématique du service Autolib' comparé à celui de Vélib. Il indique que la borne de Vélib est toute petite, qu'elle a un beau design et que c'est un élément d'identification du service.

La présidente répond que ce qui leur a été présenté n'est qu'une présentation technique et que le visuel est beaucoup mieux. Elle ajoute que si l'on souhaite des abris plus petits, la visibilité est réduite. Elle termine en indiquant que le visuel de ce second type d'abris qui est le même que celui de Lyon leur sera transmis.

M. CARON rappelle concernant les espaces d'abonnement qui ne sont pas des espaces de location, qu'il avait lancé l'idée de pouvoir faire héberger ces espaces dans des endroits protégés comme l'office du tourisme ou le hall de la mairie. Il indique que le réel problème rencontré avec l'espace d'abonnement dans les communes extérieures c'est qu'il n'est pas certain qu'il y ait beaucoup de clients désirant s'abonner à 2 heures du matin. Par contre précise-t-il, dans la journée cela peut être plus facile et plus fréquent. Il ajoute que ce qui gênait beaucoup la société Autolib' c'était que la borne ne soit pas accessible 24 h sur 24 et c'était dit-il le principal grief.

La présidente répond qu'elle avait trouvé l'idée intéressante et avait même évoqué les gares mais que la société Autolib' souhaitait que l'espace d'abonnement soit installé à côté des voitures qui est, dit-elle un argument qui se tient.

M. CARON souhaite connaître le ratio entre le nombre d'espaces d'abonnements et le nombre de stations.

Il lui est répondu qu'il y a 80 espaces d'abonnements pour 1000 stations.

M. CARON indique que dans sa commune, il ne veut pas que l'on installe d'espace d'abonnement ailleurs que dans l'office du tourisme.

M. BOISSIERE souhaite connaître la date d'application des pénalités évoquées.

M. FIERLING lui répond que les modifications évoquées prendront effet au 1^{er} janvier 2016 tout en précisant que 12 indicateurs sont en place depuis longtemps.

M. FAYE suggère que l'on demande à la RATP de mettre les stations Autolib' dans les plans du quartier près de la gare, ce qui serait-dit-il un premier lien entre la RATP et Autolib'.

La directrice répond qu'il a déjà été transmis au STIF, la localisation des stations. Elle ajoute que la localisation des stations est une donnée qui est en Open data ainsi que la disponibilité des voitures et des places. Ainsi, précise-t-elle tout le monde peut récupérer ces informations et les mettre en ligne. Elle indique, qu'à la décharge des exploitants comme la SNCF et la RATP, ce n'est pas toujours évident de remettre à jour tous les plans. Que c'est un travail fastidieux qui se fera progressivement. Elle termine en disant qu'il serait bien d'ajouter sur les plans des bus, les stations Autolib'.

Le débat étant clos, la présidente demande de procéder au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, AUTORISE la présidente à mettre au point et à signer l'avenant n°7 à la convention de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques.

2.9 Approbation des conditions générales d'accès et d'utilisation (CGAU) destinées aux personnes physiques (Délibération 2015 41)

La présidente donne la parole à M. FIERLING qui informe les membres qu'au regard des retours d'expérience après 47 mois d'exploitation, il a été constaté la nécessité de faire évoluer et de compléter les Conditions Générales d'accès et d'utilisation (CGAU) du service Autolib' destinées aux personnes physiques de la manière suivante :

- Modification de la grille tarifaire :

- augmentation au 01/02/ 2016 du tarif d'utilisation pour les abonnés 1 an, qui passe de 5,5€ à 6 € la ½ heure. Le tarif d'abonnement est inchangé à 10 € / mois ;
- suppression du forfait multiutilisateur qui n'a pas trouvé son marché et création d'une offre « famille » permettant à 4 personnes habitant le même lieu de résidence de se réunir autour d'un abonnement Autolib' 1 An sous réserve du paiement d'un badge à 20€ par personne supplémentaire (1^{er} badge à 120€ / an, 2^{ème} au 4^{ème} badge à 20€ / an pour chaque badge) ;
- création d'un abonnement gratuit (offre « Prêt à Rouler ») valable pour une durée d'un an renouvelable tacitement et donnant accès au service pour un tarif de 9€ la ½ heure. L'offre « Prêt à Rouler » permet la réservation de la place à l'arrivée dans les mêmes conditions que l'abonnement 1an. La réservation d'un véhicule est quant à elle facturée 1€ par réservation (30 minutes). Cet abonnement est destiné à remplacer les offres 1 jour, 1 semaine et 1 an préexistantes ;

- Modification du parcours client :
 - possibilité d'utiliser un badge tiers agréé par l'exploitant pour s'identifier auprès du service Autolib' ;
 - afin de fiabiliser le dispositif, modification du parcours client afin que la location débute au moment de l'attribution du véhicule par la borne et non plus au moment de la déconnexion du véhicule ;
 - possibilité ouverte aux abonnés de réserver une Utilib' directement via l'application ;
- Autres modifications :
 - indication du délai maximal (15 jours) dont dispose l'exploitant pour valider une demande d'abonnement lui étant parvenue par voie postale, via le site internet ou l'application mobile ;
 - précisions quant à la prise en charge financière des dommages occasionnés par un usager ne respectant pas les conditions générales d'accès et d'utilisation.

M. GIBERT s'interroge sur les dérives possibles concernant l'abonnement « famille » notamment avec toutes les copropriétés, les résidences étudiantes qui pourraient se ruiner sur ce type d'abonnement. Il craint que cela fasse peser un surcoût sur les autres utilisateurs.

M. MORDEFROID indique que pour la société Autolib', ce qui tire le trafic est le nombre d'abonnements.

La présidente rectifie en disant le nombre de locations.

M. MORDEFROID pensait que c'était le nombre d'abonnements qui tirait le trafic et ensuite que le nombre de locations tirait le chiffre d'affaire. Il indique qu'il se réjouit de ce type d'abonnement et que la réponse est beaucoup plus simple et plus efficace. Il se soucie toutefois de l'explication concernant la différence entre un abonnement pour lequel on ne paie rien alors qu'on paie cher le service. Il demande d'avoir une pédagogie non seulement quant à l'explication de l'abonnement mais également sur le tarif à la demi-heure qui est un tarif, dit-il, reconstitué puisque l'utilisateur paie au moins 20 minutes. Il précise qu'il y a très souvent des confusions. Il ajoute qu'il ne souhaite pas qu'il y ait une distorsion de tarification entre les porteurs de la carte Navigo et ceux qu'ils ne l'auront pas. Il termine en indiquant que nous n'étions pas très pressés de contracter accord avec la société Autolib' sur le changement de date en raison d'une contrepartie qu'il a oubliée.

La présidente répond qu'elle souhaitait avancer sur les discussions financières, sur la clarification des comptes. Or, ajoute-t-elle, cela a été inévitablement le cas. La mise en œuvre est le 1^{er} février 2016 et l'évolution tarifaire avait été posée par la société Autolib' dès lors que les 2 ans étaient arrivés à échéance et elle avait lié un peu les deux. Sur l'abonnement Prêt à Rouler, elle indique que pour elle cela ne devrait pas s'appeler abonnement mais inscription serait plus judicieux.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, PREND ACTE du projet de Conditions Générales d'Accès et d'Utilisation destinées aux personnes physiques ci-annexé et AUTORISE la présidente à le compléter ou à y apporter des modifications éventuelles.

2.10 Approbation des conditions générales d'accès et d'utilisation (CGAU) destinées aux personnes morales (**Délibération 2015 42**)

La présidente donne la parole à M. FIERLING qui explique aux membres qu'au regard des retours d'expérience après 44 mois d'exploitation, il a été constaté la nécessité de faire évoluer et de compléter les Conditions Générales d'accès et d'utilisation (CGAU) destinées aux personnes morales de la manière suivante :

- La grille tarifaire est modifiée ainsi :
 - création d'un forfait 15 heures en plus des forfaits préexistants ;
 - augmentation de 10% du tarif des autres forfaits afin de parvenir à la grille suivante :

Nombre d'heures d'utilisation / mois	Tarif mensuel HT	Nombre d'utilisateurs recommandé	Prix de la minute au-delà du forfait
15	195 €	Jusqu'à 5	0,275€ la minute
25	310 €	Jusqu'à 10	
50	600 €		
100	1 180 €	Jusqu'à 50	
200	2 350 €		
500	5 650 €		
1000	11 000 €	Jusqu'à 200	0,275€ la minute
2000	21 300 €		

- modification du parcours client :
 - possibilité d'utiliser un badge tiers agréé par l'exploitant pour s'identifier auprès du service Autolib' ;
 - afin de fiabiliser le dispositif, modification du parcours client afin que la location débute au moment de l'attribution du véhicule par la borne et non plus au moment de la déconnexion du véhicule ;
 - précisions apportées quand aux modalités de résiliation d'un abonnement (information de l'abonné 2 mois avant la date de renouvellement de l'abonnement. Si l'abonné souhaite résilier son abonnement, il doit en informer l'exploitant au moyen d'un courrier simple au plus tard 2 semaines avant son échéance) ;
- autres modifications :
 - précisions quant à la prise en charge financière des dommages occasionnés par un usager ne respectant pas les conditions générales d'accès et d'utilisation.

Mme PRECETTI souhaite connaître la date d'application des nouveaux tarifs.

La présidente lui répond au 1^{er} février 2016.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, PREND ACTE du projet de Conditions Générales d'Accès et d'Utilisation destinées aux personnes morales ci-annexé et AUTORISE la présidente à le compléter ou à y apporter des modifications éventuelles.

3 – Points divers et questions orales

La présidente indique aux membres que :

- Le 1^{er} point abordé est : Les marchés publics en cours du Syndicat

Elle donne la parole à M. CHEKIR qui expose oralement les différents marchés en cours de la manière suivante :

	Détenteur	Date de notification	Montant en € HT	Durée	Consommé	Solde
Logiciel RH et gestion financière*	CIRIL	08-juil-14	49 653,40 €	2 ans	49 653,40 €	0,00 €
Etudes ponctuelles et assistance au suivi de la DSP	Stratégie Gestion Publiques	03-sept-15	89 999,00 €	2 ans	9 050,00 €	80 949,00 €
Assistance juridique	Adden Avocats	24-mars-15	200 000,00 €	4 ans (50K€/an)	5 995,00 €	194 005,00 €

- Le 2^{ème} point abordé est : Les impacts de la Loi NOTRe

La présidente indique que plusieurs élus ont interrogé le Syndicat sur les conséquences de la Loi NOTRe. Elle rappelle qu'au 1^{er} janvier 2016, les EPCI et les Communautés de communes sont appelés à disparaître pour intégrer des Etablissements Publics Territoriaux (application de la Loi Notre).

Elle ajoute, que les EPT se substitueront donc aux anciens EPCI. De ce fait, elle indique qu'il sera important que les EPT délibèrent pour désigner les délégués qui siègeront au Comité syndical. Elle précise qu'en l'absence de délibération des EPT les délégués ne pourront siéger que pour les affaires courantes.

- Le 3^{ème} point abordé est : Les indemnités des élus

La présidente indique que l'article 42 de la loi NOTRe a supprimé, à compter du 9 août 2015, la possibilité de verser des indemnités de fonction aux présidents et vice-présidents des syndicats mixtes « ouverts » dits « restreints ».

Toutefois, précise-t-elle, le Secrétaire d'Etat au budget a indiqué aux comptables publics, que dans l'attente de l'article qui devrait être intégré dans la loi de finance rectificative de 2015, ils étaient autorisés à poursuivre le paiement des indemnités de fonction aux élus concernés.

- Le 4^{ème} point abordé est : Les Autolib' peintes en gris

La présidente informe les membres que le délégataire venait de lui apprendre qu'il avait décidé d'introduire des Autolib' peintes en gris alors que pour les débutantes, précise-t-elle, elles ne sont pas peintes mais sont en alu brossé. Elle fait part aux membres qu'elle s'est donc rapprochée de M. ALLIX qui lui a expliqué que désormais les voitures provenaient de l'usine Renault de Dieppe et que dans la chaîne de fabrication, la peinture était incluse et ne coûtait pas plus chère à la location et qu'elles seraient plus facile à entretenir.

Elle indique que le délégataire lui a assuré que cela ne coûtera pas plus cher à l'entretien et dit-elle c'est bien, si nous avons des voitures plus jolies c'est bien également, mais il faut garder à l'esprit l'hypothèse d'avoir des voitures qui changent de couleur autre que le gris.

M. CARON s'étonne de cette décision parce que dit-il, M. Gilles ALIX leur avait dit, il y a quelque temps le contraire. Il précise que M. ALIX avait expliqué que le fait que les voitures soient métalliques et vernies rendaient les carrosseries bien moins sensibles aux impacts alors que le problème de la peinture était qu'elle se craquelait, se fendait et que l'entretien était plus compliqué. C'est pourquoi dit-il, je ne comprends pas.

La présidente répond qu'elle a demandé à M. ALIX que tout ce qu'il lui a dit soit porté par écrit surtout ajoute-t-elle au niveau de l'entretien et du coût.

M. MILLARD indique que si maintenant les voitures sortent de l'usine Renault de Dieppe et sont peintes en bout de chaîne, il sera très facile de changer de couleur et il ne pourra plus avoir d'argument pour refuser de changer de couleur.

M. BESNARD indique que les goûts et les couleurs sont toujours compliqués et que l'on peut dire qu'il y a une sorte d'identité de l'Autolib' avec ce gris un peu moiré. Il précise que le modèle de l'Autolib' est aussi repris par soit des entreprises soit par des particuliers et il pense qu'il y a des évolutions qui se font. Il estime qu'il serait intéressant qu'il y ait une réflexion sur la manière dont il est possible de donner un peu de gaïté sur l'aspect des véhicules. Il termine en indiquant qu'il partage la remarque de M. CARON concernant le problème de la peinture surtout dit-il qui peut être plus visible au niveau des chocs et que la solution proposée montre que les véhicules soient plus abîmés.

M. MORDEFROID précise qu'on peut toujours tout argumenter. Il ajoute qu'il se souvient de l'argumentation sur l'avantage de l'aluminium qui était de dire pas de peinture, c'est du coût en moins, de l'installation en moins, de la pollution en moins mais il faudrait peut-être acter la position sur laquelle nous nous souhaitons être ou acter officiellement qu'ils ont changé d'avis et que cela nous laisse une marge de discussion. Il termine en indiquant qu'il ne croit pas que cela ne coûtera rien au Syndicat.

La présidente informe les membres qu'elle va transmettre à la société Autolib' un courrier afin que cette dernière acte tout ce qui lui a été dit notamment sur l'entretien et le coût de leur décision. Elle souhaite poursuivre la réflexion sur la question de la couleur même si elle pense qu'une couleur unique permet de mieux repérer les voitures y compris dit-elle ce gris si charmant.

Mme GAILLABAUD indique qu'à leur dernier conseil municipal, diverses DSP ont été validées concernant certains Syndicat. Elle demande si le Syndicat ne devrait pas faire un rapport au niveau des villes.

La directrice répond que le rapport du délégataire qui est examiné en CCSPL puis en Comité syndical qui en prend acte, est transmis à tous les membres, qu'il est également sur les espaces membres et sur le site Autolib.fr. Elle précise qu'elle peut le transmettre également aux villes qui le souhaitent. Elle ajoute que ce n'est pas au délégataire de venir le présenter dans chaque ville et que les élus ont la possibilité de le présenter en Conseil municipal.

La présidente indique qu'après s'être renseignée, elle leur transmettra l'information et que dans cette attente rien ne les empêche de le faire.

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance à 17 heures.

Le Secrétaire,
Jean-Paul Martinerie



La Présidente,
Marie-Pierre de la Gontrie



